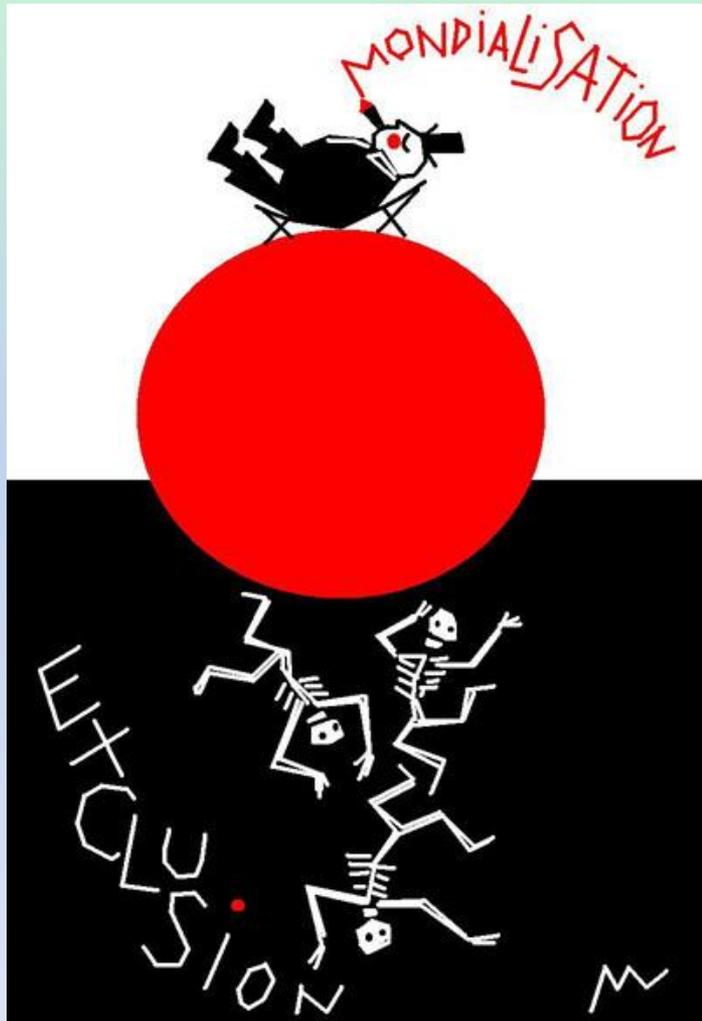


Les pays pauvres en marge de la mondialisation

Proposition de séquence

Document amorce



La quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés (PMA), se tiendra à Istanbul, en Turquie, du 30 mai au 3 Juin 2011.

A cet effet, le Secrétaire général de l'ONU, Mr Ban Ki-moon, a nommé un Groupe d'experts composé de hautes personnalités pour proposer des mesures internationales fortes à adopter pour accélérer le développement des PMA.

Ces derniers auront pour mission de sensibiliser le grand public et de créer un engagement politique fort en faveur des PMA dans plusieurs domaines clés, tels que le commerce, les investissements, les transferts de technologie, l'aide publique au développement, le renforcement des capacités productives, l'adaptation aux effets du changement climatique.

<http://www.actualites-news-environnement.com>

Problématique

Quelle est la situation des pays en marge de la mondialisation ?

Quelles voies de développement pour les pays pauvres ?

Étude de cas : un PMA, le Burkina Faso

Documents



Introduction

1. Localisation / Situation
2. Histoire
3. Situation au regard du développement

A partir de 1896, le territoire actuel du Burkina Faso fait partie de l'Afrique Occidentale française. Constitué en Haute-Volta à partir de 1919, le territoire accède à l'indépendance le 5 août 1960 et devient Burkina Faso (*Pays des hommes intègres*) le 4 août 1984.

IDH 2010 : 0,305

Rang 161^{ème} sur 169 pays classés

Problématique : Comment assurer le développement du Burkina Faso ?

Activité 1 (salle informatique)

Les caractéristiques du retard de développement du Burkina Faso

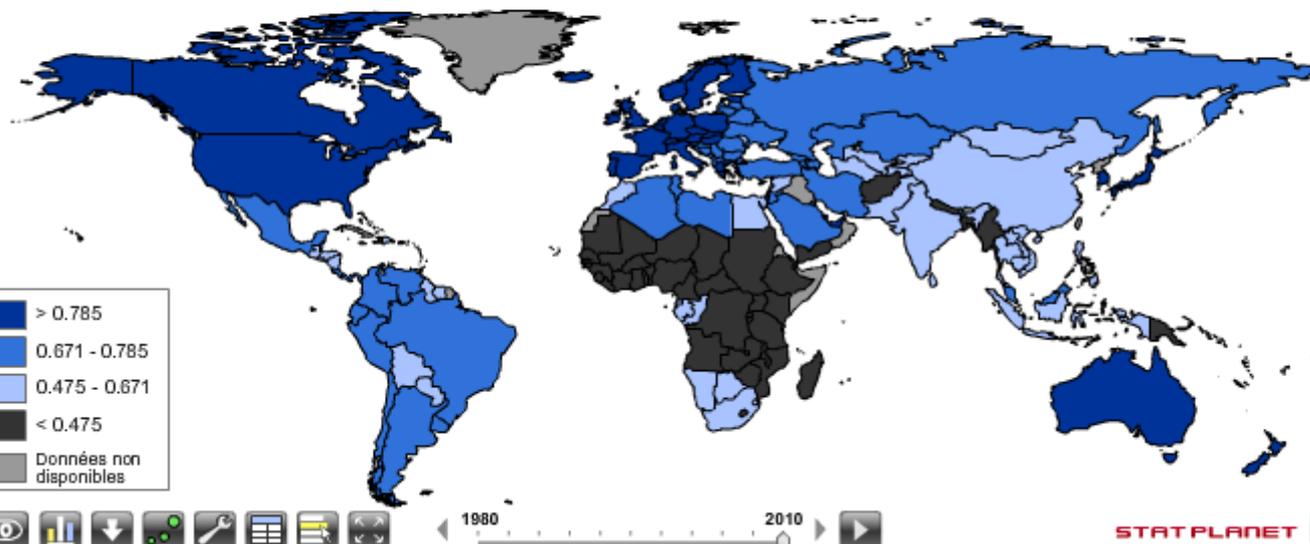
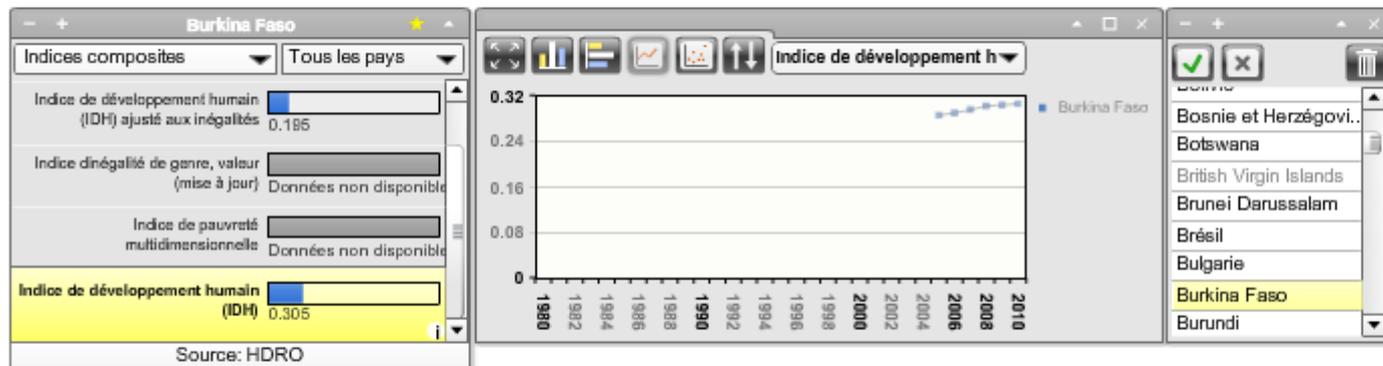
Fiche d'activité à partir de deux sites :

<http://hdr.undp.org/fr/donnees/carte/>

<http://visunetdemos.demos.ibm.com/blogsamples/factbook2/FactBookSE.html>

Trace écrite : La fiche d'activité complétée et une carte heuristique qui décrit les caractéristiques du retard de développement en s'approchant des critères définis par le PNUD

- **un critère de bas revenu**, fondé sur une estimation du revenu national brut par habitant (avec un seuil d'entrée de 750 dollars pour les cas de pays à ajouter à la liste, et un seuil de sortie de 900 dollars pour les cas de pays appelés à sortir de la catégorie);
- **un critère de retard dans le développement du capital humain**, fondé sur un indice composite, l'*Indice de Capital Humain*, construit à partir d'indicateurs: (a) de nutrition; (b) de santé; (c) de scolarisation; et (d) d'alphabétisation des adultes;
- **un critère de vulnérabilité économique**, fondé sur un indice composite, l'*Indice de Vulnérabilité Economique*, construit à partir d'indicateurs: (a) d'instabilité de la production agricole; (b) d'instabilité des exportations de biens et de services; (c) de diversification par rapport aux activités économiques traditionnelles; (d) de concentration des exportations de marchandises; et (e) de petite dimension économique.



Désignations utilisées : les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques dans ce site Internet peuvent contenir des erreurs et



Country: < Click on a country >

Capital:

Population:

Government:

Color Shows: Population Population ... Infant Mort... Agricultural... Industry GDP Services GDP Total GDP **GDP / inhab** Inflation

Area Global Rank

Population Global Rank

GDP Global Rank

GDP/Inhab. Global Rank

Infant Mortality Global Rank

Inflation Global Rank

GDP Repartition

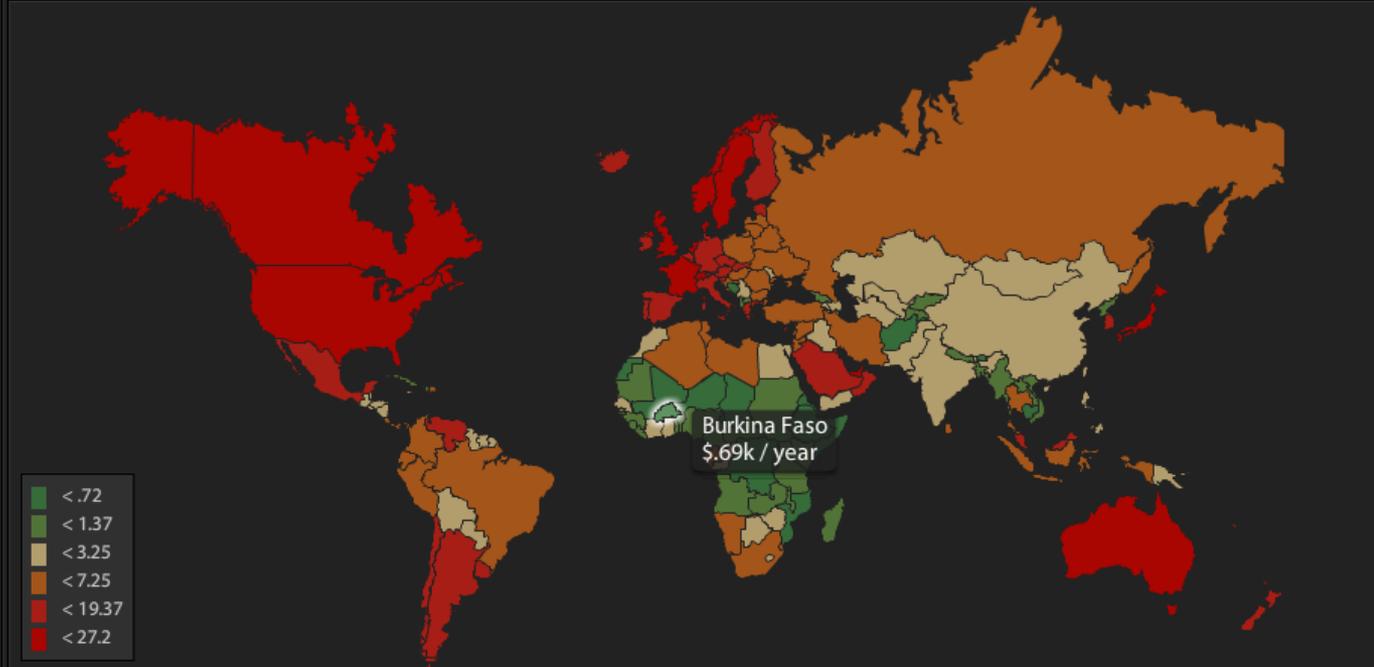


No Data

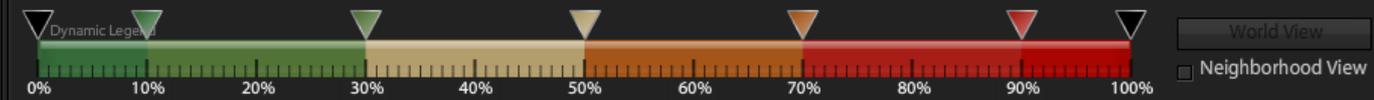
Population



No Data



Burkina Faso
\$,69k / year



World View

Neighborhood View

Faibles possibilités de consommation

mauvaise conditions sanitaires

faible scolarisation

sous-alimentation

pauvreté des habitants

inégalités spatiales

inégalités sociales

inégalités de genre

Inégalités

Burkina Faso

pauvreté du pays

peu de développement des services

Faible RNB

faiblesse des équipements

face aux risques

face à la maladie

Vulnérabilité

face aux échanges

Activité 2

Les causes du retard de développement du Burkina Faso

Travail plus classique sur corpus documentaire qui peut être mené soit en classe entière avec un cours dialogué, soit en autonomie si on privilégie le travail en salle informatique avec présentation power point et questionnaire associé.

Trace écrite : Les réponses aux questions et une carte heuristique qui décrit freins au développement que subit le Burkina Faso

Les causes du retard du Burkina Faso

Organisation économique

Faible développement des services

Faible développement industriel

Agriculture dépendante du climat

Insuffisance des transports

Situation internationale

Dépendance des cours des matières premières

Effets de la situation politique extérieure

Crise mondiale 2008

Situation démographique

Forte croissance de la population

Forte croissance urbaine

Exode rural

Situation géographique

Enclavement

faiblesse des précipitations

Fragilité des sols

Réchauffement climatique

Activité 3

Les voies possibles de développement du Burkina Faso

Travaux de groupe sur différents axes de développement du pays

Projet
Afrique Verte

Projet
Beurre Karité

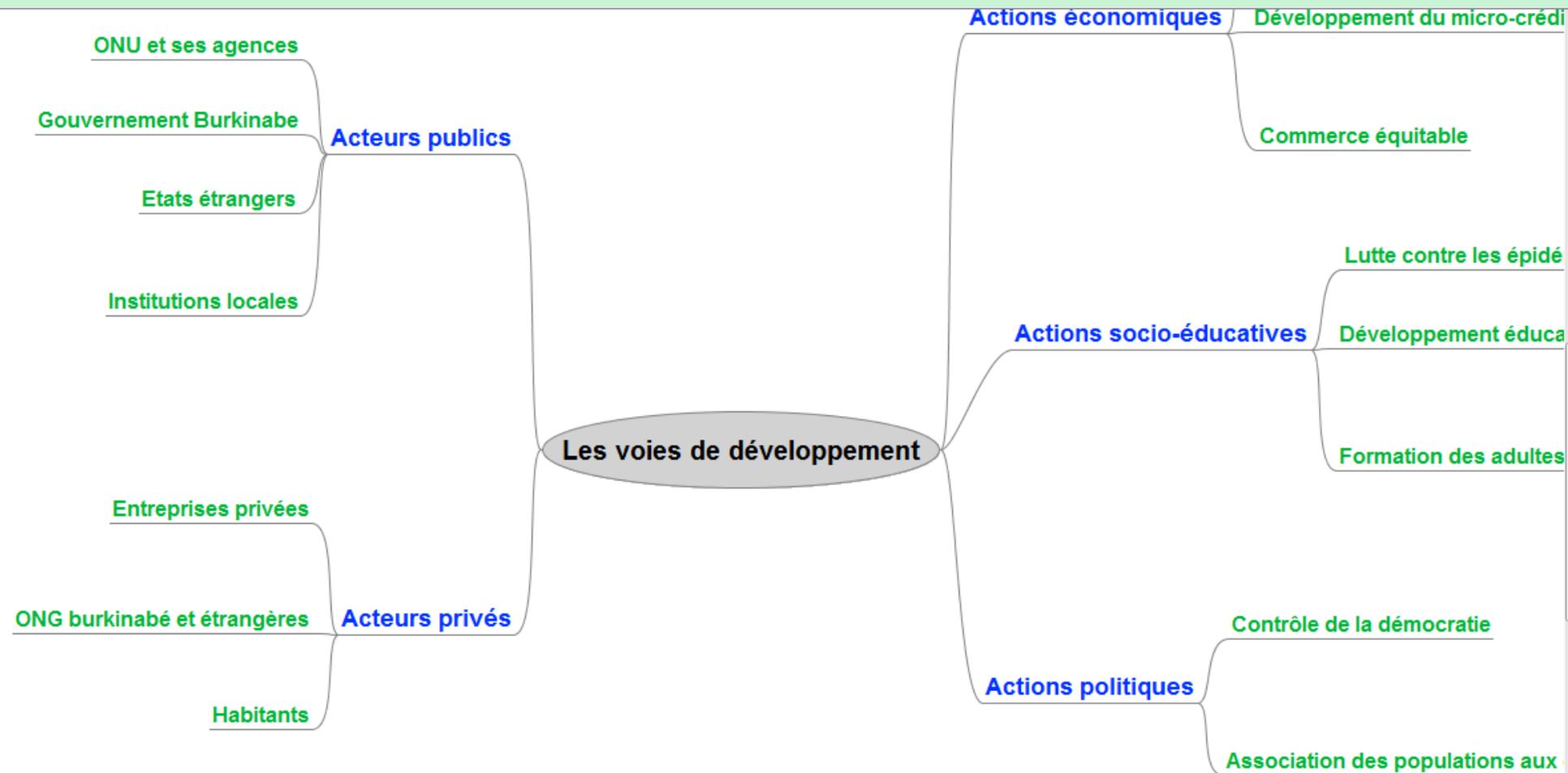
**Des documents
vidéos existent
sur les mêmes
thèmes**

Projet
Moulins

PNUD
2006-2010

Consigne : présenter votre projet en mettant l'accent sur les acteurs, le contenu de l'action et les effets sur le développement du pays.

Trace écrite : Chaque groupe dispose du paragraphe qu'il a rédigé sur le projet de développement étudié et une carte heuristique globale est réalisée collectivement.



Activité finale (travail à la maison ?)

A partir des trois cartes réalisées, rédigez un paragraphe qui réponde à la consigne suivante : « *En utilisant les trois cartes réalisées en classe, vous montrerez que le Burkina Faso est un des pays les plus pauvres de la planète mais qu'il existe pour lui des possibilités de développement* »

On pourra guider le paragraphe en indiquant les trois amorces nécessaires :

- *Le Burkina Faso souffre de...*
- *Ce retard s'explique par...*
- *Toutefois, des possibilités de développement existent et reposent sur...*

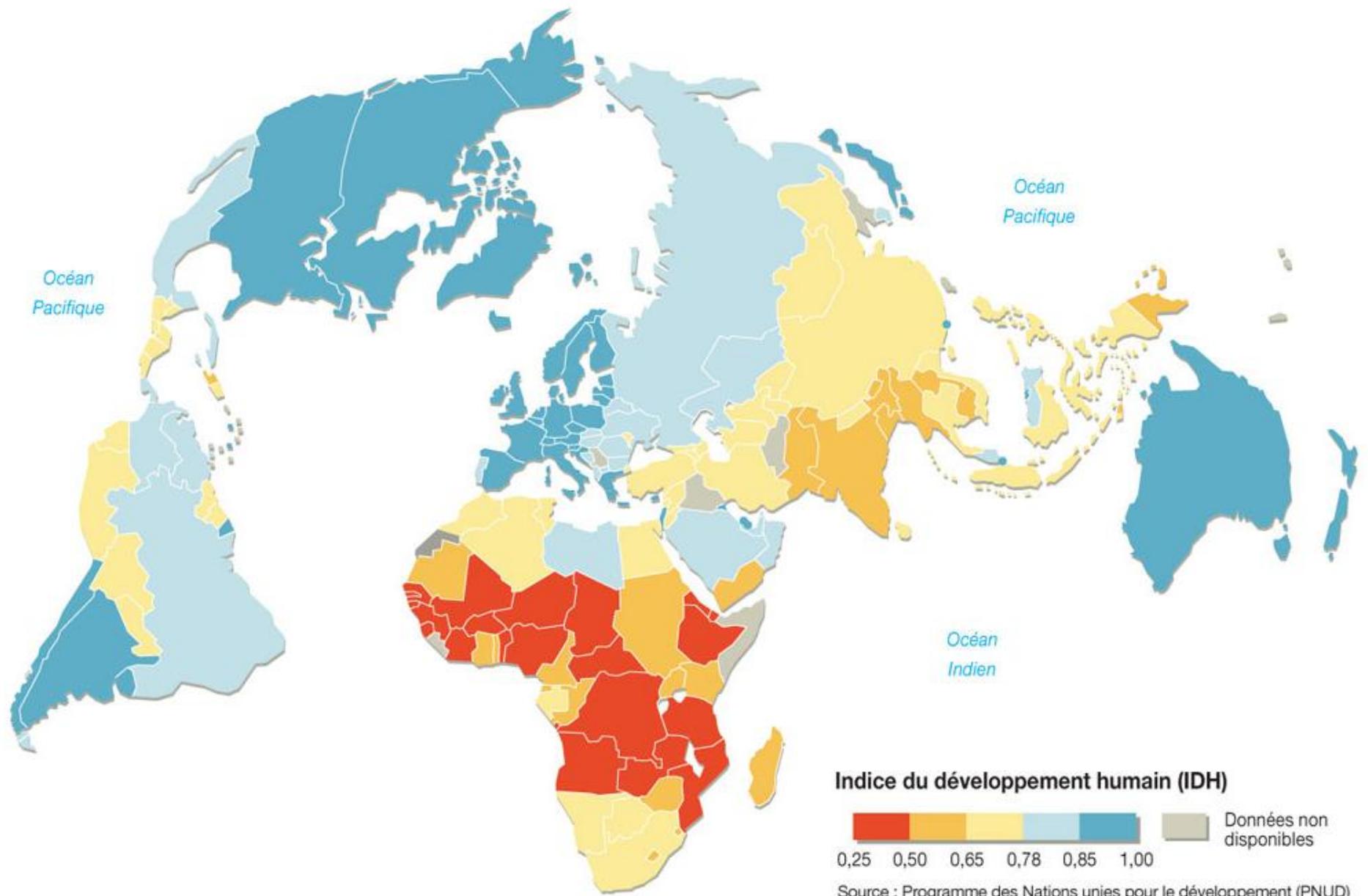
On pourra découper cette activité en trois temps ou la proposer globalement. Une [fiche méthode](#) peut être jointe qui aide au passage de la carte heuristique à la description rédigée.

Mise en contexte

Cette partie du travail permet le changement d'échelle et le passage du cas particulier (Le Burkina Faso) à l'échelle mondiale (les PMA).

On pourra revenir à une situation de cours plus classique qui s'articule autour de trois thèmes abordés avec quelques documents complémentaires éventuels et la « parole du professeur ».

- L'amplitude du phénomène des PMA (localisation et situation de développement)
- Des facteurs aggravants : vulnérabilité face aux risques, situation géopolitique,...
- Des voies spécifiques de développement en fonction des ressources : l'industrialisation, le tourisme,...)



Sécurité alimentaire

Bien que la quantité de nourriture soit en augmentation à l'échelle mondiale, un nombre élevé de PMA, notamment en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, continuent depuis des décennies de souffrir des crises alimentaires. Plus de 300 millions d'Africains ne jouissent d'aucune sécurité alimentaire, soit près d'un tiers de la population du continent. De nombreux pays sont passés du statut d'exportateurs nets de produits alimentaires dans les années 70 au statut d'importateurs ces dernières années. Les pays africains, par exemple, importent 25 % environ de leurs produits alimentaires, ce qui se traduit par une facture alimentaire annuelle de 15 milliards de dollars des États-Unis.

La raison est à rechercher dans le fait que les produits alimentaires cultivés dans le pays sont plus chers que ceux qui sont importés. Les fermiers locaux ne peuvent résister à la concurrence et sont évincés des opérations commerciales sur leur marché national. Ils sont contraints d'importer leur production à l'étranger au lieu de la vendre chez eux. La productivité agricole reste faible; elle n'est pas à même de répondre à la croissance de la population, à l'urbanisation, à la croissance des revenus et aux changements d'habitudes alimentaires. Il conviendrait de considérer la crise alimentaire de 2008 comme un appel à la population à se réveiller. Si aucune mesure n'est prise maintenant, l'insécurité alimentaire continuera à persister dans les PMA.

PAYS LES MOINS AVANCES CE QU'IL FAUT SAVOIR ET CE QU'IL FAUT FAIRE (PNUD)

Face aux catastrophes naturelles, Haïti est bien mal loti. La géographie, la pauvreté, les problèmes sociaux et la mauvaise qualité des bâtiments rendent le pays particulièrement vulnérable aux séismes et autres cyclones, selon les experts.

Haïti représente "le pire scénario" possible sur le continent américain pour les catastrophes naturelles. "Beaucoup de facteurs jouent contre Haïti". Le pays est situé dans une zone exposée aux ouragans et à l'activité sismique, à quoi il faut ajouter la dégradation de l'environnement et la pauvreté.

Les conséquences des catastrophes naturelles sont aggravées par la pauvreté, la déforestation, l'instabilité politique, la mauvaise qualité des constructions et le faible niveau d'éducation.

La vulnérabilité aux catastrophes naturelles est presque une conséquence directe de la pauvreté.

La mauvaise qualité des bâtiments est l'un des facteurs aggravants. Haïti ne s'est pas dotée de normes de construction, et même si c'était le cas, la population est de toute façon trop pauvre pour financer des habitations capables de résister aux séismes et aux ouragans.

Il y a aussi la déforestation, qui provoque l'érosion des sols et favorise coulées de boue et inondations. Les arbres sont coupés principalement pour la cuisson des aliments, faute d'autres sources d'énergie abordables.

Un autre problème est l'incapacité d'Haïti à se préparer et à faire face aux catastrophes. En revanche, dans l'île voisine de Cuba, « il y a une très bonne infrastructure de gestion des urgences ».

D'après <http://www.latribune.fr> 15 janvier 2010

"C'est à l'image du pays. Le développement s'est arrêté il y a vingt-cinq ans. Nous vivons sur des acquis et détruisons notre potentiel", se lamente Jean-Louis Billon, président de la chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire. Depuis la mort, en 1993, d'Houphouët Boigny, le père de l'indépendance ivoirienne, coups d'Etat et rébellions se succèdent. "Et la Côte d'Ivoire s'enfonce dans la pauvreté.

"Nous travaillons pour assurer le train de vie de l'Etat, un Etat prédateur qui organise le dépeçage de l'économie sur le dos des Ivoiriens en prétextant la crise politique", s'énerve M. Billon. Année après année, le pays recule dans les classements internationaux. Il frôle la palme du pays le plus corrompu, selon Transparency International ; celle du moins attrayant pour les investissements étrangers, selon la Banque mondiale. Et sa compétitivité glisse irrémédiablement, d'après le World Economic Forum.

<http://www.guineeweb.org/>

L'économie des pays en développement et plus particulièrement les 49 PMA, dépend généralement d'un nombre limité de secteurs, notamment des produits de base (d'origine agricole ou minière). Le tourisme responsable, secteur par essence transversal, avec de nombreuses incidences sur d'autres activités (agriculture et agroalimentaire, bâtiment et travaux publics, transport, artisanat, culture et patrimoine, etc.), peut donc jouer un rôle de catalyseur, dans le cadre de stratégies de développement durable, compte tenu de l'imbrication de ses aspects économiques, sociaux et environnementaux.

Le tourisme est la principale source de devises pour un tiers des pays en développement et la moitié des PMA où il peut représenter jusqu'à 40% du PIB. Dans 23 des 49 PMA, le tourisme est l'une des trois premières sources de devises et, pour 7 d'entre eux, il est la première source de revenu.

La France est dès lors particulièrement attentive, dans la mise en œuvre d'une filière touristique responsable dans les PMA, à l'implication des autorités locales tant au Nord qu'au Sud.

La France est également attentive, dans le développement de filières de tourisme responsable, aux nécessaires liaisons avec les autres secteurs d'activités locaux afin de maximiser les impacts positifs du tourisme sur les territoires hôtes et de jouer un rôle d'entraînement de l'économie locale.

La promotion du tourisme responsable, facteur de croissance économique durable, en particulier dans les PMA, devra donc trouver toute sa place lors de la 4e conférence des Nations-Unies sur les PMA, comme dans la mise en œuvre du plan d'action pour le développement adopté à l'occasion du Sommet du G20 de Séoul le 12 novembre 2010.

Conseil du commerce et du développement de la CNUCED sur les Pays les Moins Avancés
Intervention de la France *Genève — Lundi 29 novembre 2010*

Trace écrite

Elle peut se faire sous une forme plus classique :

I - Un monde en marge, surtout africain...

II - ...qui subit de multiples freins...

III - ... et auquel s'offrent diverses voies d'intégration et de développement.

Évaluation

Une étude de cas sur un autre PMA à partir d'un corpus documentaire